

Dans son communiqué de presse du 2 décembre 2016, Le Conseil d'Etat a pris acte de la décision du Département de la formation et de la sécurité (DFS) de renoncer à faire appel à Piero Falotti (alias Piero San Giorgio) pour toute expertise actuelle ou future.

Il précise encore qu'il a néanmoins décidé d'analyser les conditions dans lesquelles ce groupe de travail a été institué, son mandat précis ainsi que le profil de ses membres.

Outre le pseudo expert désormais et à juste titre écarté de ce groupe de travail, il semble que MM. Despot et Werner soient également remis en question en tant qu'experts, ce que nous ne pouvons que saluer.

En effet, M. Despot s'est déjà illustré par des propos déplacés dont le Conseil d'Etat avait dû se distancier, ceci en 2014 lors d'une affaire liée à un président de commune et un contribuable indélicat.

Le choix des personnes invitées à se pencher sur les risques qui menacent le Valais était étroitement lié à la théorie du "survivalisme", et tout son cortège de discours complotiste, paranoïaque et au final, nous avons tous pu le constater, à tendance eugéniste.

La communication de la Présidente du gouvernement qui indiquait que MM Despot et Werner étaient également exclus du groupe de travail nous a rassurée. Nous parlons ici d'une tâche importante de l'Etat, et sérieuse puisqu'il en va de la sécurité des habitants de ce canton, et non pas d'un laboratoire pour essayistes en quête de grands frissons.

Le lendemain de cette communication, Le chef de département de la sécurité affirmait sur son blog via un texte qui a entretemps disparu, et dans la presse, qu'il continuerait à faire appel à ses amis. Amis dont il partage comme on le sait le carnet d'adresses de l'extrême droite, tellement à la limite de l'extrême qu'elle dérape parfois jusque dans le caniveau... Je ne citerai ici que Riposte laïque qui invitait notre ministre en 2010 pour une conférence et qui avant hier encore vantait les mérites d'une femme jugée pour incitation à la haine via un article intitulé « Calais tirer dans le tas des fauteurs de troubles c'est la seule solution. »

M. Freysinger a prétendu qu'il n'était pas responsable du choix des experts, pour ensuite confirmer le maintien des deux intervenants. De même il prétend qu'il ne connaissait pas les théories de San Giorgio, alors qu'on les voit deux ans plus tôt amicalement installés dans son jardin. A la conférence de presse concernant le groupe de travail en question, M. Freysinger présente même le dernier livre de son invité et lui fait une publicité gratuite sans rougir.

Le canton du Valais peut-il se payer le luxe d'être systématiquement mis à sous les feux de la rampe pour des affaires qui nuisent à son image ? Par un ministre qui ne cache même plus ses liens de sympathies avec des groupes racistes, des organisations ouvertement islamophobes ? Le rôle d'un conseiller d'Etat n'est-il pas de rassembler plutôt que diviser ?

Les habitants de ce canton ont besoin de savoir ce qu'il en est dans la réalité.

Le canton du Valais doit pouvoir compter sur des magistrats respectueux de la fonction qu'ils assument.

Si pour le chef de département, lui-même issu de l'immigration, le Valais est une terre d'accueil, pouvons-nous décemment accepter qu'il en ternisse la réputation ?

Le Valais, ce canton périphérique qui s'est construit à la force et à la volonté de ses habitants, endiguant le Rhône, domptant la rudesse du climat et des pentes, ce Valais qu'il ne suffit pas de

chanter la bouche en coeur pour en être digne, n'a-t-il pas mieux à vendre que des titres de journaux calamiteux pour sa respectabilité ?

Le Valais, aujourd'hui candidat pour des jeux olympiques d'hier, en concurrence avec le canton des grisons qui lui, ne fait les titres que par son excellence en matière de tourisme, a-t-il besoin d'un membre du gouvernement qui se glausse d'oser dire tout ce qu'il pense lors d'un discours à Berlin?

Nous estimons aujourd'hui que la relation de confiance avec le chef du Département de la formation et de la sécurité est rompue.

L'alliance de gauche exige des explications, une présentation des faits tels qu'ils se ont réellement déroulés.

Nous demandons que soit mis un terme à cette gestion déplorable de la communication de la part du Conseiller d'Etat Freysinger.

Nous demandons que le Gouvernement prenne ses responsabilités et rappelle les principes d'une gouvernance basée sur le respect et la transparence.

Qui faut-il croire ? Qui ment? Où se trouve la vérité?

Le mensonge est-il admissible de la part d'un Conseiller d'Etat?